



# Assemblée générale

Distr. générale  
25 janvier 2022  
Français  
Original : espagnol

---

**Soixante-seizième session**

Point 8 de l'ordre du jour

**Débat général**

**Note verbale datée du 24 janvier 2022, adressée au Secrétaire  
général par la Mission permanente de l'Argentine  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La Mission permanente de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétariat de l'Organisation et a l'honneur de transmettre la note ci-jointe (voir annexe) en réponse à la lettre datée du 7 décembre 2021 du Représentant permanent de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies ([A/76/590](#)), pour distribution et publication comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 8 de l'ordre du jour.



**Annexe à la note verbale datée du 24 janvier 2022  
adressée au Secrétaire général par la Mission permanente  
de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La Mission permanente de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétariat des Nations Unies et a l'honneur de lui faire parvenir les considérations suivantes, en lui demandant d'en enregistrer le texte comme document officiel du Secrétariat.

La République argentine estime nécessaire de faire les observations ci-après sur les déclarations faites par le Gouvernement de la République islamique d'Iran dans l'annexe à la lettre adressée le 7 décembre 2021 au Secrétaire général par son représentant permanent ([A/76/590](#)), en réponse au discours prononcé par le Président de la République argentine, Alberto Fernández, le 21 septembre 2021, lors du débat général de l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session.

Premièrement, la République argentine rejette une nouvelle fois les déclarations faites par le Gouvernement iranien concernant le mémorandum d'accord signé le 27 janvier 2013 par le Gouvernement de la République argentine et le Gouvernement de la République islamique d'Iran sur les questions liées à l'attentat terroriste perpétré le 18 juillet 1994 contre le siège de l'Association mutuelle israélite argentine (AMIA) à Buenos Aires.

La République argentine souhaite rappeler à cet égard que la République islamique d'Iran sait pertinemment que l'accord susmentionné n'est jamais entré en vigueur, étant donné qu'aucun des deux pays n'a communiqué à l'autre l'accomplissement de ses engagements internes respectifs, comme l'exige l'instrument susmentionné, qui ne prévoyait aucune autre forme d'entrée en vigueur. La République islamique d'Iran ne saurait nier que ce mémorandum n'est jamais entré en vigueur. Le Gouvernement iranien n'ignore pas non plus que, comme l'exprime la note que lui a adressée le Gouvernement argentin le 9 juin 2017, c'est la volonté manifeste de l'État argentin de ne pas devenir partie à cet accord international.

En ce qui concerne la proposition iranienne de tenir une réunion technique avec les autorités judiciaires argentines afin de clarifier les ambiguïtés et les problèmes de traduction qui, selon l'Iran, l'empêcheraient de répondre aux demandes de la justice argentine dans l'affaire AMIA, la République islamique d'Iran omet de mentionner que, pour que la réunion soit constructive et bénéfique aux deux parties, le Gouvernement argentin a demandé à plusieurs reprises au Gouvernement iranien de fournir plus de détails sur les ambiguïtés et les problèmes de traduction allégués. Néanmoins, l'absence de réponse de sa part a empêché la réunion d'avoir lieu, raison pour laquelle le Gouvernement argentin a dûment communiqué qu'il ne donnerait pas suite à l'organisation d'une réunion technique tant que ce pays ne montrerait pas une volonté claire de coopérer avec l'enquête sur l'attentat de l'AMIA.

Compte tenu de ce qui précède, la République argentine estime qu'il s'agit d'une occasion appropriée pour exhorter une fois de plus la République islamique d'Iran, conformément aux dispositions du droit international, en particulier la résolution [1373 \(2001\)](#) du Conseil de sécurité de l'ONU, et comme preuve de la volonté réelle et authentique qu'elle prétend avoir de coopérer avec les autorités judiciaires argentines pour faire avancer l'enquête sur l'attentat terroriste le plus brutal perpétré sur le territoire argentin, à répondre, sans plus de retard, ni ambiguïté ni déclarations non concluantes, aux 18 demandes envoyées entre 2000 et 2012 et à accorder l'extradition des citoyens iraniens demandée par le pouvoir judiciaire argentin.